

Tanya Ironstone Locke, au nom de :

Children First Society

Initiatives stratégiques menées par des survivants

Recherche, défense des intérêts et soutien

Mesdames, Messieurs,

Objet : Audiences du Comité permanent de l'accès à l'information, de la protection des renseignements personnels et de l'éthique au sujet de la protection de la vie privée et de la réputation sur les plateformes telles que Pornhub.

Nous vous écrivons aujourd'hui pour nous exprimer sur la question de l'exploitation des enfants et des jeunes, suivant les préoccupations croissantes de voir leur traumatisme transformé en marchandise par des plateformes telles que Pornhub.

Nos services sont de plus en plus sollicités, mais avec le manque de capacité et d'efforts coordonnés pour traiter les facteurs de risque qui marginalisent des groupes particuliers d'enfants, de jeunes et d'adultes, nous sommes impuissants à atténuer leurs vulnérabilités.

La population que nous servons continue d'être exploitée et subit des préjudices psychologiques ainsi que des atteintes à la réputation qui sont irréparables. Cela se traduit par un chaos et des coûts supplémentaires pour la société en général, ainsi que des traumatismes et des préjudices intergénérationnels persistants.

Nous voulons certes explorer qui et quoi est responsable de cette exploitation continue par le truchement d'innombrables sites pornographiques, de réseaux d'agresseurs et de consommateurs de contenus et de prostitution illégale d'enfants et de jeunes. Mais nous estimons aussi qu'il est impératif de créer une commission d'enquête sur la prévalence et les réponses apportées à la violence sexuelle contre les mineurs.

Il ne fait aucun doute que l'inceste, le viol et les sévices sexuels sur les enfants et les jeunes ne datent pas d'hier. Ce qui est nouveau, c'est que nous en sommes aujourd'hui plus conscients que jamais; toutefois, il n'existe pas de plan d'action concret et cohérent pour protéger les enfants contre ces méfaits.

Les interventions sont au mieux fragmentées, au pire apathiques et violentes. D'innombrables personnes de tous les sexes sont actuellement exploitées et elles ont été ciblées en raison d'une multitude de facteurs : placement en institution, faible revenu et logement précaire, mais aussi en raison de l'ignorance générale sur ce que devrait être notre obligation collective envers les plus vulnérables.

Nous demandons à témoigner afin d'explorer les options dont nous disposons tous pour soutenir la création d'un cercle de prévention et de protection standard, basé sur les droits de la personne, qui inclurait les familles et qui les soutiendrait de manière tangible.

Nous demandons une enquête sur les services de police et les services de protection de l'enfance qui ont brisé des familles et exclu des enfants qui avaient besoin d'empathie, de respect et de sécurité.

Nous exigeons, comme intervention face aux traumatismes, une réponse éclairée et sans jugement qui miserait sur le vécu et les connaissances des survivants de sévices sexuels issus de divers milieux socio-économiques.

Nous demandons la possibilité de nous exprimer sur ces faits et solutions et d'expliquer dans un langage accessible les mécanismes qui conduisent à l'exploitation et à la marchandisation de mineurs marginalisés, bien après qu'ils ont subi les préjudices irréparables de sévices sexuels.

Nous vous remercions de votre considération et de prendre le temps de lire notre mémoire. Nous sommes heureux que des discussions se tiennent sur la question, même s'il est beaucoup trop tard pour celles et ceux qui n'ont pas survécu à des agressions sexuelles et qui ont été doublement traumatisés par suite de la marchandisation de leur agression. Nous ne les oublions pas.

Nos demandes simplifiées sont les suivantes :

1. Une enquête complète sur l'exploitation sexuelle, l'inceste, le viol et la molestation d'enfants, ainsi que sur l'exploitation d'enfants et de jeunes sous toutes ses formes, y compris de nature criminelle, institutionnelle et économique.
2. Un engagement à élaborer une norme de réponse coordonnée à l'échelle nationale qui atténue les préjudices causés par l'intervention de systèmes coloniaux et oppressifs comme les services de police et de protection de l'enfance.
3. Un plan d'action assorti de résultats mesurables, dirigé par et pour les survivants, qui miserait sur les connaissances des victimes.
4. Une intervention coordonnée face aux organisations et aux entreprises qui tirent profit de la marchandisation des personnes vulnérables, qui comprendrait la redistribution des profits aux victimes afin d'atténuer partiellement les dommages causés par l'exploitation de la misère et de la violence.
5. La recherche de fonds fédéraux de base pour compenser les déficits chroniques dans lesquels se trouvent les centres d'aide aux victimes en raison du manque de financement provincial et municipal, et qui sont soit financés, soit non financés, selon l'endroit où ils se situent.
6. Prévoir, à titre de droit de la personne, un tuteur à l'instance, ou avocat des enfants, pour tout enfant impliqué dans une procédure judiciaire.

Nous demandons également à témoigner afin de vous faire part de ce que nous savons, proposer des solutions et donner une voix à ceux de nos membres qui ne se sentent pas assez en sécurité ou assez soutenus pour s'exprimer.

Nos objectifs ultimes sont la sensibilisation, la défense des droits et les changements d'orientation stratégique. Nous voulons que les autres sachent que vous n'êtes pas seuls. Nous sommes à l'écoute et nous travaillons dur pour faire avancer les choses. Nous voulons nous assurer que les enfants ont des droits et que ces droits sont respectés. Nous voulons également des peines plus sévères et une réadaptation adéquate pour les personnes accusées de toute forme de violence contre des enfants.

Nous sommes de véritables survivants qui refusons d'être réduits au silence. Lorsqu'il s'agit de violence sexuelle contre des enfants, nous nous appuyons à la fois sur notre expérience et sur des recherches approfondies. Notre passion pour la défense des droits des enfants provient de nos propres traumatismes, ainsi que des traumatismes de ceux qui nous sont proches; nous avons vécu des agressions et nous voulons protéger les prochaines générations d'enfants. Nous avons l'espoir sincère de léguer un monde

plus sûr dans lequel les enfants ont des droits. Les enfants sont notre avenir et nous devons les protéger; il faut un village...

Dans l'état actuel des choses, les enfants victimes ne peuvent demander à se faire représenter; ils ne peuvent demander qu'un avocat agisse dans leur intérêt. Un juge peut choisir d'entendre leur voix ou de les ignorer complètement. On dit qu'il faut se mettre à la place des autres. C'est ce que je vous demande de faire pour quelques instants.

Pourriez-vous imaginer de parler des abus que vous subissez à la personne en qui vous avez le plus confiance ou qui prend soin de vous et de la voir faire la sourde oreille? Imaginez que vous deviez vivre avec votre agresseur parce qu'un juge a conclu qu'il n'y avait pas assez de preuves pour vous retirer de sa garde. Et pendant tout ce temps, vous leur répétez que vous ne mentez pas. Imaginez que vous soyez ignoré par le système qui est censé vous protéger. Imaginez que vous criez à l'aide et que personne ne vous répond jamais.

Pour les enfants dont les parents s'en préoccupent vraiment et qui font tout ce qui est en leur pouvoir pour les protéger, c'est encore un énorme obstacle. De nombreux dossiers sont rejetés pour cause de preuves insuffisantes. Ceux qui sont condamnés écotent rarement de la peine maximale, et la peine minimale n'est rien d'autre qu'une tape sur les doigts. En fait, un peu plus de 50 % des auteurs d'agressions sexuelles sur des enfants sont condamnés à une peine d'emprisonnement avec sursis ou à une probation, ce qui signifie qu'ils se retrouvent à nouveau en liberté.

Nous avons besoin de vraies solutions; agissons MAINTENANT.